



Bureau régional du Nunavut
C.P. 2200
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0

Le 8 octobre 2021

Sharon Ehloak
Directrice générale
Commission d'aménagement du Nunavut
C.P. 1797
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0

OBJET : Observations écrites concernant la version provisoire du Plan d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021

Sharon,

Au nom du gouvernement du Canada, je vous envoie ci-joint le document intitulé « Commentaires et recommandations du gouvernement du Canada concernant la version provisoire du Plan d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021 » (le Plan). Ces observations écrites du gouvernement fédéral regroupent, au sujet de la version provisoire du Plan, les perspectives des ministères et organismes suivants : Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, Transports Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Parcs Canada, le ministère de la Défense nationale, Ressources naturelles Canada, le ministère des Pêches et des Océans, Affaires mondiales Canada et la Garde côtière canadienne. Justice Canada a également offert son soutien à l'élaboration de ce document.

Le gouvernement du Canada a amorcé son examen de la version provisoire du Plan de 2021 lorsqu'il a été diffusé le 8 juillet 2021 et a remarqué des erreurs, dont certaines ont été corrigées dans la nouvelle version publiée le 1^{er} septembre 2021. Ces circonstances, ainsi que le retard dans l'acheminement des fichiers cartographiques numériques pertinents, ont rendu la tâche difficile aux examinateurs et accru la complexité de l'examen. Par conséquent, le gouvernement du Canada n'a toujours pas achevé son analyse à la lumière des nouvelles exigences et des nouveaux renseignements indiqués dans la version corrigée et les fichiers cartographiques numériques. Des ministères fédéraux pourraient formuler d'autres commentaires au fur et à mesure que progresse cette analyse et pendant que les consultations publiques sont ouvertes.

Nous reconnaissons qu'un certain nombre de recommandations formulées par le gouvernement du Canada en 2017 et en 2018 ont été intégrées au Plan de 2021. Des problèmes importants subsistent toutefois, comme il est indiqué dans le document ci-





joint. Le gouvernement du Canada encourage la Commission d'aménagement du Nunavut, après les audiences, à travailler avec toutes les parties pour réviser la version provisoire du Plan.

Le processus de la Commission, tel qu'il est énoncé dans l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut et la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut*, permet à la Couronne de s'acquitter de son obligation de consulter les peuples autochtones. Le gouvernement du Canada continue de collaborer activement au processus de la Commission, en prêtant l'oreille aux préoccupations et aux enjeux des Autochtones et en notant les façons d'y remédier. Outre la détermination par le gouvernement du Canada des enjeux et solutions possibles, la version provisoire finale du Plan de la Commission, soumise aux parties qui doivent l'approuver, fournit aux décideurs fédéraux les renseignements qui leur permettent d'évaluer la pertinence des consultations de la Couronne. Le ministre se prononcera sur cette base et le gouverneur en conseil se penchera sur ces renseignements. Le gouvernement du Canada demande donc aux peuples autochtones de concentrer leurs efforts à communiquer à la Commission tous les renseignements dont elle a besoin pour évaluer le plan provisoire et d'indiquer comment leurs droits et intérêts, notamment les droits prévus au terme de l'article 31, pourraient être touchés.

Les traductions sont en cours et la Commission recevra les versions en français, en inuktitut et en inuinnaqtun dans les plus brefs délais.

Si votre personnel ou vous-même avez des questions concernant le document, n'hésitez pas à communiquer avec Spencer Dewar, directeur de la Gestion des ressources, au 867-975-4546 ou en m'appelant au 867-975-4501.

Bien à vous,



Krista Henriksen
Directrice générale régionale
Région du Nunavut
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada

SOMMAIRE

Examen par le gouvernement du Canada du Plan d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021

Audiences publiques de la Commission d'aménagement du Nunavut : novembre 2021

Le gouvernement du Canada reconnaît les efforts et l'engagement du gouvernement du Nunavut, de Nunavut Tunngavik Incorporated et des nombreux participants qui ont fourni à la Commission des renseignements, des conseils et des recommandations dans le cadre de l'élaboration de la version provisoire de son plan. Le gouvernement fédéral a examiné le Plan d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021 (le Plan provisoire) et a préparé des observations écrites à l'intention de la Commission qui se fondent sur l'ébauche la plus récente (diffusée le 1^{er} septembre 2021). Le présent document fournit des commentaires et des recommandations visant à aider la Commission à rédiger la version finale du Plan qui sera soumise aux parties qui doivent l'approuver.

Le gouvernement du Canada est d'avis que, grâce à la collaboration avec la Commission et d'autres participants, les problèmes relevés peuvent être résolus dans cette version provisoire du Plan. Nous encourageons la Commission à faire une place à cette approche collaborative après les audiences publiques, une fois que toutes les parties auront eu l'occasion de faire entendre leurs opinions sur les questions soulevées, afin que la Commission puisse apporter les dernières révisions qui permettront le plus au Plan de jouir d'un appui.

Introduction

La première section présente le document et fournit des commentaires généraux sur le Plan provisoire. Dans cette section, nous énumérons les critères qui ont orienté l'examen par le gouvernement du Canada de la première version du Plan d'aménagement du territoire du Nunavut, ainsi que les premières impressions concernant la version provisoire du Plan de 2021. Des commentaires concernent les améliorations apportées dans cette version du Plan provisoire et le document des options et des recommandations. Une brève description de certains enjeux importants relevés par le gouvernement du Canada est également présentée.

Enjeux de taille à régler

La deuxième section décrit les enjeux de taille qui devraient faire l'objet d'un examen et auxquels la Commission devrait remédier avant que le Plan ne soit soumis aux fins d'approbation. Une brève description du contenu de chaque section est présentée ci-dessous.

- **2.1 : Développement par l'exploitation minière, droits existants et conservation** – Cette section présente les conséquences du zonage pour la protection des habitats des caribous sur les droits existants dans le Plan provisoire de 2021. La section discute en outre de défis pratiques liés à la mise en œuvre des dispositions relatives aux droits existants telles qu'elles sont actuellement rédigées, et elle fournit des recommandations pour une orientation claire en ce qui a trait aux droits existants dans le Plan provisoire.
- **2.2 : Traversées des glaces de mer par les caribous** – Cette section présente les préoccupations du gouvernement du Canada concernant les exigences que propose le Plan relativement aux traversées des glaces de mer par les caribous. Elle s'attarde aux enjeux internationaux des

exigences proposées, indique les aspects qui doivent être clarifiés et formule des recommandations pour l'élaboration éventuelle d'une exigence collaborative du Plan qui contribuerait à protéger les traversées des glaces de mer par les caribous.

- **2.3 : Polynie des eaux du Nord** – Cette section aborde les enjeux internationaux associés aux restrictions à Sarvarjuaq et à Pikialaorsuaq et suggère un libellé qui permettrait au gouvernement du Canada de respecter ses obligations internationales dans les eaux territoriales et la zone économique exclusive.
- **2.4 : Aires marines nationales de conservation** – Cette section porte sur les exigences du Plan qui s'appliquent à Tallurutiup Imanga, notamment des recommandations sur les interdictions provisoires, les principales aires d'habitat des oiseaux migrateurs dans la carte A et le tableau 1 du Plan provisoire, ainsi que le texte suggéré pour la section 3.1.2 du Plan provisoire à des fins d'examen par la Commission.
- **2.5 : Opérations aux sites du ministère de la Défense nationale** – Cette section cerne certains défis liés à la mise en œuvre des exigences du Plan provisoire dans la section 4.7, décrit les désignations d'aménagement du territoire qui sont contradictoires et qui se superposent aux installations et infrastructures militaires, et fournit des recommandations sur les façons dont la Commission pourrait s'efforcer de remédier à ces conflits.
- **2.6 : Chevauchement des désignations d'aménagement du territoire** – Cette section décrit les préoccupations du gouvernement du Canada concernant les désignations d'aménagement du territoire qui se chevauchent dans le Plan provisoire et fournit des recommandations en ce qui a trait à l'interprétation de ces chevauchements et au traitement des exigences contradictoires du Plan.
- **2.7 : Corridors d'infrastructures linéaires** – Cette section présente les dispositions relatives aux infrastructures linéaires du Plan provisoire et recommande certaines modifications à apporter pour appuyer le développement économique et remédier aux chevauchements avec les ententes provisoires sur les terres soustraites à l'aliénation.
- **2.8 : Immersion en mer** – Cette section présente des renseignements détaillés sur l'immersion en mer selon la définition prévue dans la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999*, traite des conséquences des interdictions relatives à l'immersion en mer du Plan provisoire et formule une recommandation concernant les exigences proposées qui prévoient ces interdictions.

Recommandations à des fins de clarté et de précision

La troisième section comprend un certain nombre de recommandations qui amélioreraient la clarté et la précision du Plan provisoire. Les recommandations comprennent les suivantes :

- un libellé suggéré pour que le Plan provisoire cadre avec la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut* et l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut;
- des modifications à la portée des exigences du Plan;
- des clarifications aux exigences du Plan, des exceptions à ces exigences et la façon de les présenter dans le Plan provisoire;
- des modifications aux définitions de l'*Annexe B* du Plan provisoire;
- des modifications pour mieux refléter les renseignements les plus à jour sur les classifications des oiseaux migrateurs et les principaux sites d'habitat;

- des modifications au libellé dans la section de la navigation maritime;
- des clarifications concernant les sites contaminés, ainsi que l'interprétation et l'application d'une dérogation mineure;
- l'élaboration d'exigences communes en matière de production de rapports qui aideraient à simplifier le processus de reddition de comptes et à alléger le fardeau administratif.

Erreurs, omissions et modifications supplémentaires

La quatrième section regroupe les recommandations ayant trait aux erreurs, omissions et modifications relevées par le gouvernement du Canada dans le Plan provisoire. Le tableau compte trois colonnes : une référence au Plan provisoire (qui se fonde sur la version diffusée le 1^{er} septembre 2021), une description de l'enjeu et une recommandation. La section indique le numéro de page et se divise en quatre sections : le Plan, les tableaux et les diagrammes, les cartes et les annexes.